CENTRE DE RECHERCHE SUR L'ANTI-CORRUPTION

Rapport annuel

ANNÉE

2023

Nous aidons les gouvernements, les institutions publiques, les entreprises et les communautés locales à résoudre des problèmes complexes liés à la corruption.

Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption



Sommaire

Sigles et acronymes 03

Partie 1 · Activités et impact 04

2023 : des jeunes qui agissent 05

2023 en bref 06

Des élèves qui demandent des comptes à leurs écoles 07

- Comment ça marche – D'un problème constaté à un problème résolu 07
- Janvier-mars 2023 – Ce qui était en place 07

Étude de cas 1 · Des clubs scolaires à une proposition de loi 08

- Le défi – Des clubs qui dépendent d'un projet 08
- 2023 – Les décideurs autour de la table 08
- 2023 – Une alliance avec les parlementaires 08

Des jeunes qui retrouvent un travail 09

Étude de cas 2 · De la recherche à leur propre entreprise 09

La technologie qui donne la parole aux citoyens 10

Le CERC aux Nations Unies 11

- Décembre 2023 – Dixième Conférence des États parties à la CNUCC 11

Partie 2 · États financiers 12

Revue financière 13

- Par projet – Les financements en 2023 13
- Tous les projets – État consolidé – tous les projets 13
- Fonds affectés – Les projets financés 14
- Ressources – Les ressources 14
- Dépenses – Les dépenses 15
- Politique de financement – Nos sources de financement 15
- Note 1 – Projet Education Out Loud – ressources et dépenses 2023 15

Nos partenaires 16

Sigles et acronymes

Sigle	Signification
APLC	Agence de prévention et de lutte contre la corruption
APNAC	Réseau des parlementaires africains contre la corruption
CERC	Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption
CNUCC	Convention des Nations Unies contre la corruption
CoSP	Conférence des États parties à la CNUCC
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
ICON	Réseau collaboratif thématique (Issue-based collaborative network)
IREX	International Research & Exchanges Board
LGBTQI	Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers et intersexes
ONG	Organisation non gouvernementale
OSCEP	Observatoire de surveillance de la corruption et de l'éthique professionnelle
PME	Partenariat mondial pour l'éducation
RDC	République démocratique du Congo
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development)
USD	Dollar des États-Unis
YR-DRC	Youth Represent DRC (projet Youth Excel à Kinshasa)

Partie 1 · Activités et impact

Ce qui a changé en 2023 pour les élèves, les jeunes et leurs communautés, et comment le CERC y a contribué.



2023 : des jeunes qui agissent



En 2023, des élèves de 150 écoles ont demandé des comptes à leurs écoles, et 45 jeunes de Kinshasa exclus de l'école et de l'emploi ont lancé leurs propres entreprises.

2023 a été une année d'aboutissement. Deux projets portés par le CERC depuis 2021 et 2022 se sont achevés – et dans les deux, ceux qui ont fait bouger les choses étaient des jeunes.

Dans **150 écoles secondaires** de Bukavu et de Kinshasa, **2 250 élèves** formés comme moniteurs de l'intégrité au sein des Clubs d'Intégrité ont suivi l'état de leurs écoles et les services qu'ils recevaient, et ont porté les problèmes relevés devant des Clusters de l'éducation où parents, enseignants et autorités cherchaient avec eux des solutions. À la fin du projet **Students Acting for Accountability and Quality of Education**, en août 2023, il restait des Clubs d'Intégrité reconnus par l'administration scolaire et une proposition de loi pour les étendre à toutes les écoles du pays.

À Kinshasa, neuf organisations de jeunes du projet **Youth Excel** ont transformé leur recherche en action : **45 jeunes ayant un accès limité à l'éducation, à l'emploi et à d'autres opportunités** ont retrouvé un travail grâce à cinq entreprises qu'ils dirigent eux-mêmes.

Ce rapport raconte ces histoires en deux parties : la partie 1 décrit ce qui a changé, avec deux études de cas ; la partie 2 présente les états financiers de 2023.

NOTRE MISSION

La mission du CERC est de faire progresser les connaissances sur les causes et les conséquences de la corruption et de soutenir le développement de nouvelles politiques et initiatives de lutte contre la corruption en République démocratique du Congo. Le CERC entend doter les jeunes des compétences et des outils nécessaires pour susciter un changement positif vers des institutions et des services publics plus redevables, ouverts et inclusifs.

NOTRE VISION

Un Congo dans lequel le gouvernement, les institutions publiques, la politique, les entreprises et la société civile sont exempts de corruption.

2023 en bref

Des élèves qui suivent leurs écoles, des jeunes qui créent leurs entreprises, et des décideurs qui écoutent.

2 250

élèves formés comme moniteurs de l'intégrité dans les Clubs d'Intégrité de 150 écoles secondaires de Bukavu et de Kinshasa

150

Clusters de l'éducation où élèves, parents, enseignants et autorités résolvent ensemble les problèmes des écoles

45

jeunes ayant un accès limité à l'éducation, à l'emploi et à d'autres opportunités ayant retrouvé un travail, dans cinq entreprises qu'ils dirigent eux-mêmes

97

décideurs réunis lors de deux ateliers de consultation à Kinshasa et à Bukavu sur l'éducation à l'intégrité



STUDENTS ACTING FOR ACCOUNTABILITY AND QUALITY OF EDUCATION

Des élèves qui demandent des comptes à leurs écoles



Avant le projet, les élèves n'avaient pas voix au chapitre dans la gestion de leurs écoles. À sa fin, dans 150 écoles, ils disposaient d'un moyen reconnu de signaler les problèmes et de les voir résolus.

Financé par le Partenariat mondial pour l'éducation à travers **Education Out Loud** avec Oxfam IBIS, le projet s'est déroulé de février 2022 à août 2023 dans 6 communes du Sud-Kivu et 6 communes de Kinshasa. Son but : des écoles secondaires où tous les élèves, en particulier les filles, peuvent exiger – et obtenir – des services éducatifs redevables, inclusifs et de qualité.

COMMENT ÇA MARCHE

D'un problème constaté à un problème résolu

1. **Les élèves observent.** Formés comme moniteurs communautaires de l'intégrité au sein des Clubs d'Intégrité, ils suivent l'état des infrastructures scolaires et la prestation des services éducatifs.
2. **Les élèves signalent.** Ils partagent leurs constats sur la plateforme du CERC, **EduCheck**.
3. **La communauté résout.** Au sein des **Clusters de l'éducation**, parents, élèves, enseignants et autorités examinent les problèmes et cherchent ensemble des solutions.
4. **Les données nourrissent les politiques.** Les données recueillies servent au plaidoyer auprès des autorités éducatives.

JANVIER-MARS 2023

Ce qui était en place

À la fin de mars 2023, des Clubs d'Intégrité fonctionnaient dans **150 écoles secondaires** – 90 à Bukavu et 60 à Kinshasa – liées par des protocoles d'accord avec leurs chefs d'établissement. **2 250 élèves** avaient été formés : le personnel du CERC a formé 450 moniteurs, qui ont ensuite formé les autres membres de leurs clubs. Les clubs avaient tenu **1 200 réunions** sur l'intégrité, la transparence, le genre et l'inclusion. **168 chefs d'établissement et 294 enseignants** avaient été formés à l'encadrement des clubs, et **150 Clusters de l'éducation** étaient opérationnels. Radio Maria à Kinshasa et Radio Maendeleo à Bukavu ont porté le message des clubs au-delà des écoles.

AVANT

Les élèves recevaient les services éducatifs sans aucun canal pour signaler les problèmes qu'ils constataient dans leurs écoles.

APRÈS

Dans 150 écoles, les élèves suivent leur école, signalent sur EduCheck et siègent avec parents, enseignants et autorités dans les Clusters de l'éducation pour résoudre les problèmes qu'ils soulèvent.

ÉTUDE DE CAS · ÉDUCATION À L'INTÉGRITÉ

Étude de cas 1 · Des clubs scolaires à une proposition de loi



Comment l'expérience des Clubs d'Intégrité est parvenue aux décideurs – et est devenue une proposition de loi pour faire entrer l'éducation à l'intégrité dans toutes les écoles secondaires du pays.

LE DÉFI

Des clubs qui dépendent d'un projet

Les Clubs d'Intégrité fonctionnaient dans 150 écoles, mais ils dépendaient d'un projet et de la bonne volonté de chaque chef d'établissement. Pour que chaque élève congolais en bénéficie, l'éducation à l'intégrité devait être inscrite dans la loi et dans le programme scolaire.

2023

Les décideurs autour de la table

Deux ateliers de consultation multipartites, à Kinshasa et à Bukavu, ont réuni **97 décideurs** – responsables gouvernementaux, éducateurs et ONG – pour examiner les politiques, les programmes et les curricula relatifs à l'intégrité et à la lutte contre la corruption dans les écoles secondaires. Plus de 50 responsables de l'éducation, dont le Secrétaire général à l'Éducation, les ministères et directions provinciales de l'éducation, l'APLC et l'OSCEP, des organisations de la société civile et 10 parlementaires ont manifesté un large soutien au projet.

2023

Une alliance avec les parlementaires

Le CERC a signé un protocole d'accord avec l'**APNAC RDC** pour soutenir les réformes en matière d'intégrité dans le secteur public, en commençant par l'éducation. Sous la conduite de l'APNAC RDC, des parlementaires ont rédigé **deux propositions de loi ou d'arrêtés ministériels**. La proposition de loi du CERC prévoit des Clubs d'Intégrité – des élèves élus qui promeuvent l'intégrité et la transparence dans chaque école – et un **cours d'éducation à l'intégrité** dans le programme ordinaire de toutes les écoles secondaires.

AVANT

L'éducation à l'intégrité n'existait que là où un projet la soutenait.

APRÈS

Des décideurs consultés, une alliance avec les parlementaires et une proposition de loi prête pour l'Assemblée nationale – où le CERC et l'APNAC RDC l'ont portée en avril 2024.

YOUTH EXCEL – YOUTH REPRESENT DRC · PHASE 2, 2023

Des jeunes qui retrouvent un travail



Des organisations de jeunes qui avaient étudié l'exclusion des jeunes en 2022 ont mis leurs résultats en pratique en 2023.

Dans le cadre de **Youth Excel**, financé par l'USAID à travers IREX, le CERC a formé et encadré en 2021-2022 l'ICON, un réseau de 10 organisations dirigées par des jeunes ou à leur service à Kinshasa – dont une organisation dirigée par des personnes LGBTQI et deux organisations dirigées par des personnes vivant avec un handicap. Vingt jeunes chercheurs ont étudié comment inclure les jeunes marginalisés dans l'éducation et l'emploi, et ont présenté leurs résultats lors d'un Data Summit en août 2022. La phase 1 a été clôturée en février 2023.

Pendant la **phase 2** (janvier-décembre 2023), neuf de ces organisations se sont regroupées en consortium et ont mené un plan d'action commun, la « Réinsertion socio-économique de 45 jeunes ayant un accès limité à l'éducation, à l'emploi et à d'autres opportunités dans la ville de Kinshasa ». Au lieu de dix projets séparés, elles ont choisi de mettre leurs ressources en commun dans cinq entreprises partagées : la collaboration était au cœur du projet YR-DRC.

- **45 jeunes** identifiés et pris en charge sur le plan psycho-social et, si nécessaire, de la désintoxication ;
- formés aux métiers et à l'entrepreneuriat, avec un accompagnement et des activités de groupe ;
- **cinq groupements d'intérêt économique** créés : deux micro-entreprises de produits laitiers, de boulangerie et de cosmétiques, deux centres informatiques au camp Nkokolo et au camp Malula, et un atelier de coupe et couture à Ngaba – chacun avec son plan d'affaires, ses équipements et une microsubvention ;
- le mentorat en ligne des cinq groupements par le CERC pendant 10 mois, financé par le projet, de mars à décembre 2023, après la fin du projet financé par IREX (juillet 2021 – février 2023, 20 mois).

ÉTUDE DE CAS · YOUTH EXCEL

Étude de cas 2 · De la recherche à leur propre entreprise

Au début de 2023, 45 jeunes de Kinshasa n'avaient ni école ni emploi. À la fin de l'année, ils dirigeaient cinq entreprises – et formaient à leur tour d'autres jeunes.



Tout a commencé par des jeunes qui posaient des questions : pourquoi tant de jeunes de Kinshasa sont-ils exclus de l'éducation et de l'emploi, et qu'est-ce qui les y ramènerait ?

Étude de cas 2 · De la recherche à leur propre entreprise (suite)

Les chercheurs de l'ICON ne se sont pas arrêtés à un rapport. Ils ont écrit leur propre plan, choisi de travailler ensemble plutôt que séparément, et conduit 45 jeunes à travers quatre étapes : d'abord la prise en charge, puis un métier, puis un plan d'affaires, enfin les équipements et la microsubvention pour démarrer.

Deux groupements fabriquent aujourd'hui des produits laitiers, du pain et des cosmétiques ; deux tiennent des centres informatiques qui enseignent l'informatique, le design, l'impression et la photocopie ; un tient un atelier de coupe et couture à Ngaba. Chacun forme aussi d'autres jeunes.

Avant (2022)	Après (décembre 2023)
45 jeunes sans école ni emploi, dont certains avaient besoin d'une prise en charge psycho-sociale ou d'une désintoxication.	Les 45 jeunes travaillent dans cinq entreprises qu'ils dirigent eux-mêmes.
Ni métier, ni équipement, ni capital pour démarrer une activité.	Formés à un métier et à l'entrepreneuriat ; chaque groupement a ses équipements, un plan d'affaires et une microsubvention.
Des organisations de jeunes qui travaillaient séparément, chacune sur ses projets.	Neuf organisations ont mené un plan commun et cinq entreprises partagées.
Des jeunes d'origines, de genres et d'orientations sexuelles différents qui travaillaient rarement côte à côte.	Ils ont travaillé ensemble, et leur acceptation mutuelle a progressé, comme le montrent leurs témoignages.
Des jeunes bénéficiaires de programmes.	Des jeunes chercheurs, formateurs et entrepreneurs : des membres de l'ICON ont animé des formations au leadership et à l'entrepreneuriat, et une organisation a prêté son bureau pour les cours d'informatique.

L'histoire complète : « De la recherche à leur propre entreprise : comment 45 jeunes de Kinshasa sont devenus entrepreneurs » (cerc.cd, 5 janvier 2024).

EDUCHECK ET GOVCHECK

La technologie qui donne la parole aux citoyens



En 2023, le CERC a développé **GovCheck**, une application web et mobile avec laquelle les citoyens documentent et signalent les irrégularités qu'ils observent dans les projets d'infrastructure – détournement de fonds, corruption, mauvaise qualité de construction – et transmettent des preuves, géolocalisées et en temps réel, aux bailleurs et au gouvernement.

Dans les écoles, les membres des Clubs d'Intégrité ont utilisé **EduCheck** pour signaler les problèmes scolaires et les solutions obtenues, donnant aux responsables de l'éducation des données fiables et en temps réel pour chaque école.

En complément de la technologie, des ateliers de formation, des réunions communautaires et des campagnes de sensibilisation ont aidé les citoyens à connaître leurs droits et à mener un plaidoyer efficace.

STATUT CONSULTATIF SPÉCIAL AUPRÈS DE L'ECOSOC DEPUIS 2021

Le CERC aux Nations Unies



DÉCEMBRE 2023

Dixième Conférence des États parties à la CNUCC

Les représentants du CERC, M. Musa Nzamu (Chargé de programme) et Heri Bitamala (Directeur exécutif), ont participé virtuellement à la dixième CoSP à la CNUCC, tenue à Atlanta, aux États-Unis, du 11 au 15 décembre 2023. Leurs contributions ont porté sur les liens entre la corruption, le financement de la criminalité et les conflits dans l'Est de la RDC, ainsi que sur les stratégies permettant d'atténuer ces défis.

Partie 2 · États financiers

D'où venait l'argent en 2023, comment il a été dépensé et comment il en est rendu compte.



EXERCICE 2023 – EDUCATION OUT LOUD AUDITÉ PAR DWAC

Revue financière



La présente revue financière couvre l'exercice 2023. Elle a été établie à partir des rapports financiers du CERC à ses bailleurs : le rapport financier 2023 du projet Education Out Loud et les rapports à IREX pour Youth Excel. Les comptes des projets sont tenus en dollars américains, selon une comptabilité de caisse. **Les comptes 2023 d'Education Out Loud ont été audités par DWAC (déclaration du CERC ; le rapport d'audit n'est pas encore publié). Les chiffres de Youth Excel n'ont pas été audités.**

PAR PROJET

Les financements en 2023

- **Students Acting for Accountability and Quality of Education** (Partenariat mondial pour l'éducation, à travers Education Out Loud et Oxfam IBIS) – Le CERC a reçu **68 816 USD** en janvier 2023, en plus des 88 771 USD reportés de 2022, et a dépensé **157 587 USD** pour le projet en 2023.
- **Youth Excel** (USAID, à travers IREX) – La phase 1 a été clôturée en février 2023 avec le solde de la subvention, **6 746,05 USD**. La phase 2 a été financée par la deuxième tranche de **71 169,16 USD**, sur laquelle chacun des cinq groupements d'intérêt économique a reçu une microsubvention de **10 000 USD**.

TOUS LES PROJETS

État consolidé – tous les projets

Ressources, dépenses et soldes de tous les projets confondus, pour 2023 comparé à 2022.

Les dépenses 2023 du projet Education Out Loud ne sont disponibles qu'en trois catégories ; la comparaison utilise donc ces trois catégories.

Ressources et dépenses	2023 USD	2022 USD
Fonds reçus		
PME / Oxfam IBIS – Education Out Loud	68 816,00	361 361,00
USAID / IREX – Youth Excel, phase 1	6 746,05	58 275,15
USAID / IREX – Youth Excel, phase 2	71 169,16	–
Total des fonds reçus	**146 731,21**	**419 636,15**
Dépenses, tous projets confondus		
Activités des programmes	155 166,96	168 350,36
Appui direct aux projets (personnel, déplacements et fonctionnement)	54 986,82	152 081,80
Administration, audit et frais bancaires	23 413,70	25 386,29
Total des dépenses	**233 567,48**	**345 817,45**
Fonds reçus moins dépenses	**–86 836,27**	**73 818,70**
Solde reporté de l'exercice précédent	86 836,27	13 013,07
Ajustements (voir l'état des fonds)	–	4,50
Solde reporté à l'exercice suivant	**0,00**	**86 836,27**

État des fonds, par subvention

Pour chaque subvention : le solde reporté, les fonds reçus, les fonds dépensés, les fonds restitués ou transférés, et le solde à reporter. Un solde négatif signifie des dépenses en avance sur le financement.

Subvention et bailleur	Solde reporté USD	Reçu USD	Dépensé USD	Restitué, transferts USD	Solde à reporter USD
2023					
Youth Excel – phase 1 (2021-2022) USAID, à travers IREX · Non audité – Dernier versement d'IREX ; rapport financier de décembre 2022 à IREX, approuvé par IREX	–1 934,73	6 746,05	4 811,32	–	–
Youth Excel – phase 2 : microsubventions aux micro-entreprises de jeunes (2023) USAID, à travers IREX · Non audité – Deuxième tranche de la sous-subvention (déclaration sur USAspending.gov) et état des dépenses du CERC	–	71 169,16	71 169,16	–	–
Students Acting for Accountability and Quality of Education Partenariat mondial pour l'éducation, à travers Oxfam IBIS · Audité – Audit 2023 d'Education Out Loud (DWAC ; déclaration du CERC)	88 771,00	68 816,00	157 587,00	–	–
Total 2023	**86 836,27**	**146 731,21**	**233 567,48**	**–**	**–**

FONDS AFFECTÉS

Les projets financés

Toutes les ressources du CERC en 2023 étaient des fonds affectés à des projets.

Projet	Bailleur	Reçu en	Fonds reçus USD
Students Acting for Accountability and Quality of Education	Partenariat mondial pour l'éducation, à travers Education Out Loud (Oxfam IBIS)	janv. 2023	68 816
Youth Excel – phase 1, solde de la subvention	USAID, à travers IREX	févr. 2023	6 746
Youth Excel – phase 2, microsubventions aux micro-entreprises de jeunes	USAID, à travers IREX	févr. 2023	71 169

Seuls les fonds effectivement reçus en 2023 sont présentés. Le solde de 88 771 USD reporté de 2022 sur le projet Education Out Loud avait été reçu en 2022.

RESSOURCES

Les ressources

En 2023, les ressources du projet Education Out Loud se sont élevées à **157 587 USD** : le solde reporté de 2022 (88 771 USD), tel qu'établi par l'audit 2022 du projet, et la tranche reçue en janvier 2023 (68 816 USD).

En février 2023, le CERC a reçu d'IREX le solde de la subvention Youth Excel, **6 746,05 USD**, approuvé par IREX le 7 février 2023 avec le rapport de décembre 2022 ; le projet a été clôturé le 28 février 2023 après une prolongation sans frais d'un mois. Avec lui, IREX a versé la **deuxième tranche de la sous-subvention, 71 169,16 USD**, pour la phase 2, entièrement dépensée en 2023 : 50 000 USD de microsubventions aux 5 groupements d'intérêt économique, charges sociales du personnel (4 758,48 USD), per diem du personnel de terrain (8 000 USD), loyer et internet du bureau (1 968 USD) et coûts indirects (6 442,68 USD).

Les frais du CERC – charges sociales du personnel (4 758,48 USD), per diem du personnel de terrain (8 000 USD), loyer (900 USD), internet du bureau (1 068 USD) et coûts indirects (6 442,68 USD), soit 21 169,16 USD – ont permis au CERC d'accompagner les jeunes tout au long de 2023, y compris par les 10 mois de mentorat en ligne, dans la mise en œuvre de leurs projets d'impact. Au total, Youth Excel a reçu **168 697,07 USD** de l'USAID par l'intermédiaire d'IREX ; il est clôturé à zéro.

DÉPENSES

Les dépenses

En 2023, le CERC a dépensé **157 587 USD** pour le projet Education Out Loud, conformément aux prévisions de dépenses : 65 % pour les quatre objectifs du projet – dont 72 101,53 USD pour les Clubs d'Intégrité et leur suivi –, 25 % pour l'appui direct au projet et 10 % pour l'administration, l'audit et les frais bancaires (note 1).

POLITIQUE DE FINANCEMENT

Nos sources de financement

Le CERC est financé par des bailleurs institutionnels, directement ou à travers des organisations partenaires, sous forme de subventions affectées à des projets. Chaque projet dispose de son budget approuvé ; le CERC rend compte à ses bailleurs par des rapports narratifs et financiers accompagnés des pièces justificatives, et les comptes des projets sont audités selon les exigences de chaque bailleur.

NOTE 1

Projet Education Out Loud – ressources et dépenses 2023

Rubrique	USD
Ressources	
Solde reporté de 2022	88 771,00
Tranche reçue en janvier 2023	68 816,00
Total des ressources 2023	**157 587,00**
Dépenses	
Catégorie 1 – les quatre objectifs du projet	101 836,96
– objectif 1 : plaidoyer de haut niveau et dialogue politique	5 836,22
– objectif 2 : Clubs d'Intégrité et suivi	72 101,53
– objectif 3 : formation des enseignants et des chefs d'établissement, Clusters éducatifs	15 995,72
– objectif 4 : plaidoyer et campagnes menés par les élèves	7 903,49
Catégorie 2 – appui direct au projet	39 216,41
Catégorie 3 – administration, audit et frais bancaires	16 533,63
Total des dépenses 2023	**157 587,00**

Nos partenaires



Le CERC remercie les partenaires qui ont rendu ce travail possible en 2023 : le Partenariat mondial pour l'éducation et Oxfam IBIS à travers Education Out Loud, l'USAID et IREX à travers Youth Excel, Search for Common Ground, les neuf organisations de jeunes du consortium de l'ICON, l'APNAC RDC, les autorités éducatives du Sud-Kivu et de Kinshasa, Radio Maria et Radio Maendeleo, ainsi que les élèves, enseignants, parents et chefs d'établissement des Clubs d'Intégrité.

CENTRE DE RECHERCHE SUR L'ANTI-CORRUPTION

cerccongo

cerccongo

cercongo

cerccongo

www.cerc.cd

23, Avenue Lumumba, Kavimvira, Uvira, Sud-Kivu, RDC

info@cerc.cd · +243 977 757 227

CERC est une organisation non gouvernementale (ONG) enregistrée, numéro d'enregistrement : 42579 (F.92), dotée de la personnalité juridique par le Ministère de la Justice : JUST/SG/20/21311/2021.

CERC dispose du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) depuis 2021.